

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

15 MARS 1999

PROJET DE LOI

relatif aux juristes de parquet et aux référentiaires et complétant et modifiant certaines dispositions du Code judiciaire et de la loi du 22 décembre 1998 modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire concernant le Conseil supérieur de la Justice, la nomination et la désignation de magistrats et instaurant un système d'évaluation pour les magistrats

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE (1)

PAR MM. Luc WILLEMS
ET Renaat LANDUYT

(1) Composition de la commission :
Président : M. Verwilghen (M.)

A. — Titulaires	B. — Suppléants
C.V.P. MM. Vandeurzen, Van Overberghen, Verherstraeten, Willems.	Mme Creyf, Mme D'Hondt, MM. Didden, Leterme, Mme Verhoeven.
P.S. MM. Borin, Giet, Moureux.	MM. Biefnot, Dallons, Eerdekins, Minne.
V.L.D. MM. Dewael, Van Belle, Verwilghen.	MM. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
S.P. MM. Landuyt, Vandenbossche.	MM. Delathouwer, Vande Lanotte, Van der Maele.
P.R.L. MM. Barzin, Duquesne.	Mme Herzet, MM. Maingain, Simonet.
F.D.F.	MM. Beaufays, Gehlen.
P.S.C. M. du Bus de Warnaffe,	MM. Annemans, De Man.
V.B. M. Laeremans.	M. Decroly, Mme Schüttringer.
Agalev/M. Lozie Ecolo	

C. — Membre sans voix délibérative
V.U. M. Bourgeois.

Voir:
- 2037 - 98 / 99 :
— N° 1 : Projet de loi.

(*) Cinquième session de la 49^e législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

15 MAART 1999

WETSONTWERP

met betrekking tot de parketjuristen en de referendarissen en tot aanvulling en wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 22 december 1998 tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie, de benoeming en aanwijzing van magistraten en tot invoering van een evaluatiesysteem voor magistraten

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE JUSTITIE (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEREN
Luc WILLEMS EN Renaat LANDUYT

(1) Samenstelling van de commissie :
Voorzitter : de heer Verwilghen (M.)

A. — Vaste leden	B. — Plaatsvervangers
C.V.P. HH. Vandeurzen, Van Overberghen, Verherstraeten, Willems.	Mevr. Creyf, Mevr. D'Hondt, HH. Didden, Leterme, Mevr. Verhoeven.
P.S. HH. Borin, Giet, Moureux.	HH. Biefnot, Dallons, Eerdekins, Minne.
V.L.D. HH. Dewael, Van Belle, Verwilghen.	HH. Chevalier, De Croo, van den Abeelen, Versnick.
S.P. HH. Landuyt, Vandenbossche.	HH. Delathouwer, Vande Lanotte, Van der Maele.
P.R.L. HH. Barzin, Duquesne.	Mevr. Herzet, HH. Maingain, Simonet.
F.D.F.	HH. Beaufays, Gehlen.
P.S.C. H. du Bus de Warnaffe,	HH. Annemans, De Man.
V.B. H. Laeremans.	H. Decroly, Mevr. Schüttringer.
Agalev/H. Lozie Ecolo	

C. — Niet-stemgerechtigd lid
V.U. H. Bourgeois.

Zie:
- 2037 - 98 / 99 :
— Nr. 1 : Wetsontwerp.

(*) Vijfde zitting van de 49^e zittingsperiode

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 10 mars 1999.

I. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Le projet de loi relatif aux juristes de parquet et aux référendaires se situe dans le droit fil de l'accord octopartite. Afin de satisfaire aux revendications des magistrats du parquet et des magistrats du siège, qui demandent à être déchargés de tâches administratives, il a été décidé, dans le cadre de l'accord octopartite, de prévoir un encadrement administratif spécialisé.

Dans le plan pluriannuel Justice et Sécurité (1998-2000), le gouvernement avait déjà prévu, parallèlement à l'expérience des référendaires et des juristes de parquet, la possibilité de mettre à la disposition des parquets des collaborateurs ayant une spécialisation autre que juridique.

L'honnêteté commande toutefois de préciser qu'il est pratiquement impossible de recruter des spécialistes ayant une expérience économique, étant donné les barèmes en vigueur dans la fonction publique. Aussi a-t-il été décidé d'accroître la collaboration avec des comptables et des économistes spécialisés et de la financer par le biais du système des frais de justice.

La proposition de loi en discussion vise à instituer un cadre de juristes de parquet et de référendaires. Le gouvernement a prévu les moyens nécessaires pour nommer dans un premier temps 167 juristes auprès les tribunaux de première instance, les parquets de première instance et les cours d'appel. Le système pourra ensuite être étendu à d'autres tribunaux.

Des projets-pilote sont déjà en application à Bruxelles, à Anvers, à Termonde, à Gand, à Mons, à Tournai, à Namur et à Charleroi. Il ressort des expériences positives acquises que cette forme d'appui répond à une demande et à un besoin dans diverses sections des parquets.

Les tâches accomplies par ces juristes diffèrent en fonction du type de cabinet auquel ils sont attachés. C'est ainsi que, dans les sections circulation et famille, le travail préparatoire peut représenter une très grande part de la charge de travail, alors qu'au sein de la section criminalité générale contre les biens et les personnes, on observe plutôt une forme de collaboration, le juriste formant équipe avec le magistrat et s'attachant principalement à la préparation de l'examen des instructions.

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 10 maart 1999.

I. INLEIDING VAN DE MINISTER VAN JUSTITIE

Het wetsontwerp met betrekking tot de parketjuristen en referendarissen ligt in de lijn van wat in het Octopusakkoord werd vooropgesteld. Om gehoor te geven aan de roep van de parketmagistraten en magistraten van de zetel om te worden onlast van administratieve taken werd in het achtpartijenakkoord beslist om te voorzien in een gespecialiseerde administratieve ondersteuning.

In het meerjarenplan voor justitie en veiligheid (1998-2000) had de regering naast het experiment met de referendarissen en parketjuristen ook in de mogelijkheid voorzien om medewerkers met een andere dan een juridische specialisatie ter beschikking van de parketten te stellen. De eerlijkheid gebiedt evenwel te zeggen dat het op grond van de vigerende weddeschalen in het openbaar ambt vrijwel onmogelijk is om specialisten met een economische ervaring aan te trekken. Daarom werd beslist om de samenwerking met gespecialiseerde boekhouders en economen te verhogen en te financieren via het systeem van de gerechtskosten.

Het ter bespreking voorliggende wetsontwerp strekt ertoe te voorzien in een formatie van parketjuristen en referendarissen. De regering heeft de nodige middelen uitgetrokken om in een eerste fase 167 juristen te benoemen bij de rechtbanken en parketten van eerste aanleg en bij de hoven van bezoek; die regeling kan in een latere fase tot de andere rechtbanken worden uitgebreid.

Momenteel lopen reeds een aantal proefprojecten in Brussel, Antwerpen, Dendermonde, Gent, Mons, Doornik, Namen en Charleroi. Uit de opgedane positieve ervaringen blijkt dat vanuit diverse afdelingen binnen de parketten en de zetel een vraag en behoefte bestaat aan deze vorm van ondersteuning.

De taken die deze juristen vervullen zijn verschillend al naar gelang het soort kabinet waaraan zij verbonden zijn. Zo kan het voorbereidend werk in de secties verkeer en familie een heel belangrijke fractie van de werklast uitmaken. In de sectie algemene criminaliteit tegen goederen en personen ziet men eerder een samenwerkingsvorm waarbij de jurist een team vormt met de magistraat en zich vooral bezighoudt met de voorbereiding van de behandeling van de gerechtelijke onderzoeken.

C'est la raison pour laquelle on s'est départi, lors de la rédaction de la proposition de loi, de l'idée qu'il fallait définir leur mission le plus minutieusement possible pour privilégier une approche plus large. Ceci permet aux chefs de corps de déterminer les missions spécifiques de ces juristes, compte tenu des tâches attribuées aux greffiers et secrétaires dans le Code Judiciaire.

En ce qui concerne l'affectation de ces juristes, la procédure sera calquée sur celle qui est appliquée pour l'affectation des juges de complément. Cette procédure s'avère satisfaisante, parce qu'elle réserve un rôle d'arbitre au ministre de la Justice. D'une part, pour des raisons de mobilité, les juges de complément sont nommés par ressort de cour d'appel. D'autre part, on est confronté à une tendance à concentrer les juges de complément dans le chef-lieu du ressort. Sur la base d'un rapport motivé du chef de corps, complété par l'avis motivé du procureur général et du premier président, le ministre pourra faire une synthèse et veiller à ce qu'il soit pourvu de manière équilibrée aux besoins en personnel de tous les arrondissements du ressort.

La règle qui est actuellement appliquée en ce qui concerne le recrutement de juristes contractuels est basée sur le nombre de places vacantes dans un arrondissement déterminé. C'est ainsi que les emplois vacants dans les arrondissements d'Anvers et de Gand ont été compensés par l'affectation d'un nombre égal de juristes contractuels.

Le projet de loi prévoit certaines passerelles entre la fonction de référendaire ou de juriste de parquet, d'une part, et une carrière dans la magistrature, d'autre part. Ces juristes sont ainsi dispensés d'une partie des stages prévus à l'article 259octies du Code Judiciaire. Ils peuvent également invoquer l'exercice de leur fonction de référendaire ou de juriste de parquet pour justifier de l'expérience professionnelle requise pour certaines fonctions judiciaires. L'on valorise ainsi leur expérience.

Ce soutien important contribuera également à rendre la fonction de magistrat plus attrayante.

La création d'un corps de référendaires et de juristes de parquet aura pour effet de décharger en grande partie les magistrats d'un nombre considérable de tâches administratives de nature juridique, ce qui leur permettra de se consacrer davantage à l'accomplissement de leurs missions spécifiques. Cette évolution donnera également aux magistrats les moyens matériels d'améliorer le fonctionnement des parquets et l'administration de la justice, ce qui ne peut que profiter au justiciable.

Precies daarom werd bij de redactie van het wetsvoorstel afgestapt van de idee om hun taak zo nauwkeurig mogelijk te bepalen; een ruimere benadering heeft de bovenhand gehaald. Zo kunnen de korpschefs de specifieke taken van die juristen bepalen, rekening houdend met de taken die het Gerechtelijk Wetboek aan de griffiers en de secretarissen opdraagt.

De procedure voor de toewijzing van deze juristen is een kopie van die welke geldt voor de toewijzing van de toegevoegde rechters. Deze schenkt voldoening omdat de minister van Justitie er een arbitersrol in vervult. Langs de ene kant worden de toegevoegde rechters omwille van de mobiliteit benoemd per ressort van een hof van beroep. Anderzijds wordt men geconfronteerd met een tendens tot concentratie van de toegevoegde rechters in de hoofdplaats van het ressort. Op basis van een gemotiveerd verslag van de korpschef, aangevuld met het gemotiveerd advies van de procureur-generaal en van de eerste voorzitter, zal de minister een synthese kunnen maken en ervoor kunnen waken dat op een evenwichtige wijze in de personeelsbehoeften van alle arrondissementen binnen het ressort wordt voorzien.

De regel die vandaag gehanteerd wordt voor de indienstneming van contractuele juristen, is gebaseerd op het aantal vacatures in een bepaald arrondissement. Zo werden de vacante betrekkingen in de arrondissementen Antwerpen en Gent gecompenseerd door de toewijzing van evenveel contractuele juristen.

Krachtens het wetsontwerp is het mogelijk om de overstap te maken van het ambt van referendaris of parketjurist naar een loopbaan als magistraat. Op die manier worden die juristen vrijgesteld van een deel van de bij artikel 259octies van het Gerechtelijk Wetboek voorgeschreven stages. Bovendien mogen zij zich op de uitoefening van hun ambt van referendaris of parketmagistraat beroepen zo zij voor de uitoefening van bepaalde gerechtelijke functies blijk moeten geven van beroepservaring. Aldus wordt hun ervaring gevaloriseerd.

Deze belangrijke ondersteuning zal tevens een element zijn om het ambt van magistraat aantrekkelijker te maken.

Met de oprichting van het korps van referendarissen en parketjuristen zullen de magistraten voor een groot deel onlast worden van een aanzienlijk aantal administratieve taken van juridische aard, waardoor zij zich meer zullen kunnen toeleggen op de inhoudelijke invulling van hun specifieke opdrachten. Hierdoor wordt de materiële mogelijkheid geboden om de werking van de parketten en het recht spreken te verbeteren, wat de rechts-onderhorige alleen maar ten goede kan komen.

Enfin, le projet de loi à l'examen apporte une série de corrections juridico-techniques à la loi du 22 décembre 1998 concernant le Conseil supérieur de la Justice. L'article 26 du projet de loi à l'examen élimine une incohérence entre les alinéas 1^{er} et 2 de l'article 102, § 1^{er}, du Code judiciaire.

Grâce aux corrections techniques apportées aux articles 27 et 28 de la proposition de loi, les dispositions réglementant le collège de recrutement des comités d'avis et le stage judiciaire, demeurent applicables jusqu'au moment où le Conseil supérieur de la Justice sera entièrement opérationnel.

II. DISCUSSION GÉNÉRALE

A. Questions et observations des membres

M. Duquesne souligne que le projet de loi à l'examen est le point d'aboutissement d'une réflexion menée au sein de la commission de la justice tendant à décharger les magistrats d'une part importante de tâches administratives et à leur fournir l'assistance intellectuelle nécessaire afin de leur permettre d'exercer de façon optimale les missions qui leur incombent, à savoir dire le droit pour les juges et poursuivre pour les magistrats du parquet.

Ce projet de loi revêt une importance très sensible dans le cadre de la modernisation des cours et tribunaux.

Il va de soi que l'exercice de la fonction juridictionnelle relève exclusivement des magistrats.

Les référendaires et juristes de parquet sont habilités à effectuer des recherches de jurisprudence et de doctrine et ne sont pas appelés à assumer les tâches dévolues aux membres des greffes et des parquets.

Ils ne sont ni des magistrats, ni non plus des bonnes à tout faire.

Il conviendrait que la répartition des référendaires et des juristes de parquet soit opérée sur le fondement de critères objectifs en fonction des besoins réels des juridictions concernées, ce qui n'est pas toujours le cas pour les magistrats de complément.

L'intervenant accueille favorablement les opportunités de passage vers la magistrature offertes aux référendaires et juristes de parquet.

Le projet de loi à l'examen doit se concevoir comme

Tot slot werden in dit voorstel een aantal juridisch-technische correcties doorgevoerd in de wet van 22 december 1998 met betrekking tot de Hoge Raad voor de Justitie. Artikel 26 van huidig wetsvoorstel werkt een incoherentie weg tussen het eerste lid en het tweede lid van artikel 102, § 1 van het Gerechtelijk Wetboek.

Dank zij de in de artikelen 27 en 28 van het wetsvoorstel aangebrachte verbeteringen blijven de bepalingen die het wervingscollege van de adviescommissies en de gerechtelijke stage reglementeren, van toepassing totdat de Hoge Raad voor de Justitie helemaal operationeel zal zijn.

II. ALGEMENE BESPREKING

A. Vragen en opmerkingen van de leden

De heer Duquesne benadrukt dat het aan de orde zijnde wetsontwerp het eindresultaat is van het in de commissie voor de Justitie geleverde denkwerk. Dat was erop gericht de magistraten te onlasten van een groot aantal administratievestaken en hun de nodige intellectuele bijstand te verlenen opdat zij als rechter en parketmagistraat hun respectieve opdrachten, met name recht spreken en vervolgen, optimaal kunnen vervullen.

In het raam van de modernisering van de hoven en rechtkassen is het wetsontwerp van zeer groot belang.

Het spreekt vanzelf dat de magistraten het «monopolie» van de rechtspraak hebben.

De parketjuristen en de referendarissen zijn bevoegd om opzoeken te doen die betrekking hebben op de rechtspraak en de rechtsleer en zij moeten zich niet bezighouden met de specifieke taken van de leden van de griffies en de parketten.

Zij zijn geen magistraten en al evenmin naar believen overal inzetbaar.

Het verdient aanbeveling dat men inzake de verdeling van de functies van de parketjuristen en de referendarissen objectieve criteria zou hanteren met inachtneming van de reële behoeften van de betrokken rechtscolleges, wat niet altijd het geval is voor de toegevoegde magistraten.

De spreker vindt het een goede zaak dat voor de parketjuristen en de referendarissen mogelijkheden worden geopend om over te stappen naar de magistratuur.

Het aan de orde zijnde ontwerp moet worden gezien

une première étape. A l'avenir, un certain nombre d'experts en des matières comme le droit comptable, financier ou fiscal, devraient être mis à la disposition des magistrats. En effet, le recours à des experts externes se révèle très coûteux et ralentit, parfois considérablement, le traitement des dossiers.

M. Bourgeois se déclare favorable aux options retenues dans le projet de loi en ce qu'elles permettront aux magistrats de se consacrer à leurs missions juridictionnelles. L'expérience de magistrats secondés par des référendaires établit que la procédure judiciaire est conduite avec davantage d'efficacité.

Ces derniers sont habilités à assembler les rétroactes, à préparer les décisions et à élucider, par leurs recherches, un certain nombre de questions de droit soulevées dans le cadre des affaires soumises à l'appréciation des juges.

A terme, le projet à l'examen devrait permettre la création de tribunaux d'arrondissement au sein desquels siégeraient des magistrats habilités à trancher des différends relatifs à des matières diversifiées.

A titre d'exemple, un magistrat spécialisé en droit social pourrait se prononcer sur des dossiers fiscaux dès lors qu'un corps de référendaires met à sa disposition la jurisprudence et la doctrine pertinentes au sujet d'une affaire déterminée.

L'intervenant regrette que les greffiers et secrétaires de parquet ne soient pas investis de missions en matière de préparation de dossiers traités par les magistrats.

Les tâches des greffiers ont grandement évolué et aujourd'hui un certain nombre de licenciés en droit ont choisi de les exercer.

Il conviendrait à tout le moins de prévoir à l'avenir des synergies entre les référendaires et les greffiers.

L'intervenant souhaite connaître les résultats de la première évaluation résultant de l'engagement de référendaires et juristes de parquet à Anvers et à Bruxelles? Quels enseignements le ministre en retire-t-il?

Qu'en est-il de l'application de la loi sur l'emploi des langues aux référendaires et juristes de parquet?

Les référendaires et juristes de parquet sont-ils membres de l'ordre judiciaire?

Enfin, l'intervenant demande au ministre de confirmer que l'organisation des concours peut être confiée aux écoles de magistrats.

M. Landuyt met en exergue que la difficulté essen-

als een eerste stap in die richting. In de toekomst zouden de magistraten moeten kunnen beschikken over een aantal deskundigen in aangelegenheden zoals het boekhoudkundig, financieel of fiscaal recht. Een beroep doen op deskundigen van buitenaf is immers erg duur en de afwikkeling van de dossiers wordt er soms aanzienlijk door vertraagd.

De heer Bourgeois is voorstander van de door het ontwerp gemaakte keuzen omdat zij de magistraten de mogelijkheid zullen bieden zich aan hun taken op het gebied van de rechtspraak te wijden. De opgedane ervaring met magistraten die worden bijgestaan door referendarissen, leert dat de gerechtelijke procedure er efficiënter door verloopt. Die referendarissen zijn bevoegd om de retroacta te verzamelen en om, dankzij hun opzoeken, een aantal rechtskwesties op te helderen die in het raam van de aan het oordeel van de rechters voorgelegde zaken te berde worden gebracht.

Op termijn zou het ter tafel liggende ontwerp de oprichting mogelijk moeten maken van arrondissementsrechtsbanken waarin magistraten zullen zitten die bevoegd zijn voor de beslechting van geschillen over uiteenlopende aangelegenheden.

Zo zou een magistraat die gespecialiseerd is in sociaal recht, zich bijvoorbeeld kunnen uitspreken over belastingdossiers doordat een korps van referendarissen hem de relevante rechtspraak en rechtsleer met betrekking tot een bepaalde zaak ter beschikking stelt.

De spreker betreurt dat aan de griffiers en de secretarissen van de parketten geen taken worden opgedragen in verband met de voorbereiding van door de magistraten behandelde dossiers.

De taken van de griffiers hebben zich sterk ontwikkeld en een aantal licentiaten in de rechten zoekt het tegenwoordig in die richting.

Het verdient op zijn minst aanbeveling in de toekomst te zorgen voor een synergie tussen de respectieve taken van de referendarissen en de griffiers.

De spreker is benieuwd naar de uitslagen van de eerste evaluatie van de aanwerving van parketjuristen en referendarissen te Antwerpen en te Brussel. Welke lessen trekt de minister daaruit?

Hoe staat het met de toepassing van de wet op het gebruik der talen bij de parketjuristen en referendarissen?

Zijn de parketjuristen en de referendarissen lid van de rechterlijke orde?

Ter afronding vraagt de spreker aan de minister of het waar is dat de organisatie van vergelijkende examens kan worden toevertrouwd aan de scholen voor magistraten.

De heer Landuyt wijst erop dat de voornaamste

tielle de ce projet consiste à circonscrire avec la plus grande précision possible ce que revêt la notion de soutien juridique. Il ne peut en aucune manière consister à opérer un sommaire des faits, à effectuer une analyse de jurisprudence et, en fin de compte, à rédiger un projet de décision ou de réquisition.

Les missions des référendaires et juristes de parquet doivent se limiter à rechercher les éléments de jurisprudence et de doctrine pertinents permettant aux magistrats de se prononcer en connaissance optimale de cause.

L'intervenant met en garde contre des dérives possibles. En effet, il constate que certains magistrats ont tendance à attribuer un rôle considérable aux greffiers, en ce qui concerne la préparation des décisions de même que leur contenu.

L'intervenant souhaite savoir si l'expérience des juristes et référendaires contractuels engagés auprès des parquets et tribunaux bruxellois se révèle convaincante.

M. Willems met en évidence le caractère temporaire des fonctions de référendaire et de juriste de parquet. Ce caractère est susceptible de démotiver celles et ceux qui les assumeront.

Il s'impose que les nouvelles fonctions précitées se démarquent radicalement des fonctions de greffiers et secrétaires de parquets. En effet, l'intervenant ne partage pas la conception selon laquelle les greffiers peuvent assumer une mission de préparation des dossiers à traiter par les magistrats. Les greffiers ont une mission spécifique sur le plan de l'organisation de la juridiction et en matière de procédure, de prescription de forme et de délais.

S'agissant de la mise en oeuvre de la législation économique et en particulier du droit pénal fiscal, financier et économique, un affinement du projet de loi serait nécessaire aux fins de permettre le recrutement de juristes-économistes eu égard à l'extrême complexité des dossiers traités en cette matière.

M. Barzin demande si la mise en oeuvre des dispositions prévues par le projet de loi à l'examen garantit une répartition équitable des référendaires au bénéfice de l'ensemble des magistrats d'un siège.

M. Verwilghen se réfère à la conception de l'assistance aux magistrats telle qu'elle prévaut aux États-Unis, en particulier en ce qui concerne l'allégement des tâches administratives de même que la rigueur et la précision du travail imposées aux collaborateurs

moeilijkheid van het ontwerp erin bestaat een zo nauwkeurig mogelijke omschrijving te geven van de inhoud van het begrip «gerechtelijke steun». Daarmee kan in geen geval gedoeld worden op het geven van een beknopt overzicht van de feiten, op een jurisprudentiële analyse en, tot slot, op het redigeren van een ontwerp-beslissing of vordering.

De taken van de parketjuristen en de referendarissen moeten beperkt blijven tot het opzoeken van relevante gegevens met betrekking tot de rechtspraak en de rechtsleer die de magistraten in staat stellen zich met een optimale kennis van zaken uit te spreken.

De spreker waarschuwt voor eventuele nefaste ontsporingen. Hij heeft immers geconstateerd dat een aantal magistraten de neiging vertoont om aan de griffiers een aanzienlijke rol toe te kennen met betrekking tot de beslissingen en tot de inhoud ervan.

De spreker wenst te weten of de ervaring die werd opgedaan met de op basis van een arbeidsovereenkomst bij de Brusselse parketten en rechtbanken aangeworven juristen en referendarissen overtuigend blijkt.

De heer Willems onderstreept het tijdelijke karakter van de ambten van referendaris en parketjurist. Die tijdelijkheid kan als gevolg hebben dat de mannen en vrouwen die deze ambten opnemen worden gedemotiveerd.

Het is noodzakelijk dat de hierboven genoemde nieuwe ambten radicaal worden onderscheiden van de ambten van griffier en parketsecretaris. De spreker deelt niet de opvatting dat de griffiers een taak van voorbereiding van de door de magistraten te behandelen dossiers op zich kunnen nemen. De griffiers hebben een specifieke opdracht op het vlak van de organisatie van het rechtscollege en inzake de procedure, de verjaring, de vormvoorschriften en de termijnen.

Met betrekking tot de toepassing van de economische wetgeving, met name het fiscaal, financieel en economisch strafrecht, zou een verfijning van het wetsontwerp nodig zijn, teneinde de aanwerving van juristen-economisten mogelijk te maken, gelet op de uitzonderlijke complexiteit van de op dat vlak behandelde dossiers.

De heer Barzin vraagt of de uitvoering van de maatregelen waarin het ter besprekking voorliggende wetsontwerp voorziet, een billijke verdeling van de referendarissen over alle magistraten van een zetel waarborgt.

De heer Verwilghen verwijst naar de in de Verenigde Staten geldende opvatting inzake bijstand aan de magistraten, met name wat de verlichting van de administratieve taken betreft, alsmede naar de van de medewerkers van die magistraten vereiste nauw-

des magistrats.

La collaboration entre les référendaires et juristes de parquets et les magistrats instituée par le projet de loi devra être soumise à une évaluation afin d'en discerner les lacunes et points positifs. Cette évaluation constituera une nouvelle mission incomptant aux chefs de corps.

Si les greffiers sont demandeurs pour assumer les tâches dévolues aux référendaires et juristes de parquet, l'intervenant estime que l'on ne peut leur attribuer celles-ci qu'après vérification exhaustive de leurs connaissances juridiques.

L'orateur met en garde contre les risques de rapports trop étroits entre la magistrature assise et la magistrature debout. A cet égard, il y a lieu de se référer au recours formé contre l'arrêt de la cour de cassation de Belgique devant la Cour européenne des droits de l'homme dans le cadre de l'»affaire INUSOP».

Dans le cadre de la constitution des cadres de référendaires et de juristes de parquet, il sera nécessaire de porter une attention particulière en vue d'écartier ces risques de façon radicale.

Dans la foulée des réflexions de MM. Willems et Duquesne, l'orateur est favorable à une spécialisation accrue des référendaires et juristes de parquets en vue de mettre en place des équipes pluridisciplinaires secondant les magistrats de manière optimale, en droit fiscal, comptable, etc....

Enfin, à la lumière de l'évaluation de la loi Franchimont, un appui logistique similaire à celui instauré par le projet de loi à l'examen pourrait être élaboré en faveur des juges d'instruction.

B. Réponses du ministre de la Justice

Le ministre considère, tout comme M. Duquesne, que le projet à l'examen revêt de l'importance et ce, sous tous ses aspects. L'assistance prévue vise essentiellement à permettre aux magistrats de se consacrer à nouveau à leur véritable mission, qui est de dire le droit. C'est dans ce cadre qu'ils pourront recourir à l'assistance intellectuelle des juristes de parquet et des référendaires.

Ces juristes seront affectés selon les nécessités du service, ainsi que le prévoit très explicitement l'article 156ter du Code judiciaire, qui est libellé comme suit :

« Leur nombre est déterminé en fonction des nécessités du service, lesquelles doivent ressortir d'un rapport motivé rédigé par le chef de corps à l'intention du ministre. Le ministre prend également, sur les nécessités du service, les avis motivés du premier président et du procureur général. Leur nombre par

keurigheid en précision dans le travail.

De door het wetsontwerp ingestelde samenwerking tussen de referendarissen en parketjuristen en de magistraten zal aan een evaluatie moeten worden onderworpen, teneinde de leemten en positieve aspecten ervan te kennen. Die evaluatie zal een nieuwe opdracht zijn die aan de korpschefs toekomt.

Als de griffiers vragende partij zijn om de aan de referendarissen en parketjuristen toegewezen taken op zich te nemen, meent de spreker dat men hun die alleen kan opdragen na een uitvoerige test van hun juridische kennis.

De spreker waarschuwt voor een al te nauwe band tussen de zittende en de staande magistratuur. In dat opzicht zij verwezen naar het beroep dat in het raam van de zaak-UNIOP bij het Europees Hof voor de rechten van de mens werd ingesteld tegen het arrest van het Hof van Cassatie van België.

Bij de bepaling van de personeelsformatie voor referendarissen en parketjuristen zal bijzonder moeten worden opgelet, teneinde dergelijke risico's radicaal te vermijden.

Aansluitend bij de bedenkingen van de heren Willems en Duquesne, is de spreker gewonnen voor een verder doorgedreven specialisatie van de referendarissen en parketjuristen, teneinde multidisciplinaire teams te installeren, die de magistraten optimaal kunnen bijstaan in fiscaal recht, boekhoudingsrecht enzovoort.

Ten slotte zou in het licht van de evaluatie van de wet-Franchimont ten behoeve van de onderzoeksrechters een soortgelijke logistieke steun kunnen worden uitgewerkt als die welke door het ter bespreking liggende wetsontwerp wordt ingesteld.

B. Antwoorden van de minister van Justitie

De minister beaamt de vaststelling van de heer Duquesne dat het hier om een belangrijk ontwerp gaat, in al zijn dimensies. De essentie van de hulp die wordt aangeboden bestaat erin dat de magistraten zich opnieuw zullen kunnen wijden aan hun ware opdracht, het rechtspreken. Het is in die context dat zij een beroep zullen kunnen doen op de intellectuele bijstand van de parketjuristen en de referendarissen.

Deze juristen zullen toegewezen worden volgens de behoeften van de dienst. Dat wordt zeer uitdrukkelijk bepaald in het voorgestelde artikel 156ter van het Gerechtelijk Wetboek dat luidt als volgt:

«Hun aantal wordt bepaald volgens de behoeften van de dienst. Deze behoeften moeten blijken uit een gemotiveerd verslag opgesteld door de korpschef ter attentie van de minister. De minister wint over de behoeften van de dienst ook het gemotiveerd advies in van de eerste voorzitter en van de procureur-gene-

ressort ne peut cependant excéder 25 % du nombre total de magistrats du siège de la cour d'appel, du siège des tribunaux de première instance et des parquets du procureur du Roi dans chaque ressort de la cour d'appel, tel que fixé par la loi visée à l'article 186, alinéa 4 (...).»

Il va de soi que la législation linguistique s'appliquera à ces recrutements.

Ces juristes pourront se spécialiser et assumer ainsi une série de tâches actuellement accomplies par certains experts externes, qui sont beaucoup plus chers.

Ces juristes devraient travailler en équipe avec les magistrats, les tâches des uns et des autres étant toutefois clairement définies.

Afin d'éviter toute intrication entre le siège et le ministère public, le projet crée deux fonctions distinctes.

Le ministre estime, tout comme M. Bourgeois, que le projet de loi à l'examen se situe dans le droit fil de la tendance à la création de tribunaux d'arrondissement, qui était déjà inscrite dans la logique des accords issus de la concertation octopartite.

Le ministre répond à M. Willems qu'il est effectivement possible que l'intéressé considère la fonction de référendaire ou de juriste de parquet comme une fonction de transition vers celle de magistrat. Une telle éventualité présenterait en tout cas l'avantage que le candidat magistrat posséderait une bonne connaissance des affaires acquise sur le terrain.

On peut constater, à la lecture de l'article 173 du Code judiciaire, qui énumère très minutieusement les tâches du greffier, que la fonction de juriste de parquet et de référendaire diffère sensiblement de celle de greffier ou de secrétaire de parquet.

L'article 2 du projet précise en outre que les nouvelles fonctions sont de nature juridique, qu'elles sont exercées sous l'autorité et selon les indications des magistrats, à l'exclusion des tâches attribuées aux greffiers ou aux secrétaires en vertu du code judiciaire.

Le ministre fait par ailleurs observer que les premières expériences de recours à des juristes de parquet datent de 1986. Eu égard à l'ampleur des problèmes qui avaient été constatés au parquet de Bruxelles, on a engagé quinze juristes, qui devaient travailler en équipe avec les magistrats concernés et, éventuellement, avec d'autres experts. Les candidats ont été sélectionnés par le procureur du Roi, le secrétaire en chef du parquet et le magistrat responsable de la section concernée.

raal. Hun aantal per rechtsgebied kan echter niet meer bedragen dan 25 % van het totaal aantal magistraten van de zetel van het hof van beroep, de zetel van de rechtbanken van eerste aanleg en de parketten van de procureurs des Konings in dat rechtsgebied van het hof van beroep, zoals vastgesteld in de wet bedoeld in artikel 186, vierde lid. (...).»

Uiteraard is de taalwetgeving op deze aanwervingen van toepassing.

Zij zullen zich kunnen specialiseren en op die manier een aantal taken overnemen van sommige externe experten, die veel duurder zijn.

Het is de bedoeling dat deze juristen in team werken met de magistraten, waarbij de taken echter duidelijk afgebakend worden.

Om te vermijden dat er een zekere vervlechting optreedt tussen de zetel en het openbaar ministerie werden twee afzonderlijke functies gecreëerd.

De minister is het met de heer Bourgeois eens dat deze wetswijziging in de lijn ligt van de evolutie die leidt naar de oprichting van arrondissementsrechtbanken. Dit lag reeds in de logica van de octopus-akkoorden.

De minister antwoordt aan de heer Willems dat het inderdaad mogelijk is dat de functie van referendaris of parketjurist door de betrokken eerder gezien wordt als een doorgangsfunctie naar het ambt van magistraat. Dat zou in elk geval als voordeel hebben dat de kandidaat-magistraat vertrekt met een goede kennis van zaken, reeds verworven op het terrein.

Dat het ambt van parketjurist of referendaris inhoudelijk sterk verschilt van dat van griffier of parketsecretaris bewijst de lezing van artikel 173 van het Gerechtelijk Wetboek, waarin de taken van de griffier zeer nauwkeurig worden opgesomd.

Tevens bepaalt artikel 2 van het ontwerp dat de nieuwe functies van juridische aard zijn, dat zij uitgevoerd worden onder het gezag en volgens de aanwijzingen van de magistraten, met uitsluiting van de aan de griffiers of aan de secretarissen overeenkomstig dit wetboek opgedragen taken.

De minister deelt nog mee dat de eerste experimenten met parketjuristen in 1986 gestart zijn. Omwille van de grote problemen die op het parket van Brussel werden vastgesteld, werden 15 juristen aangeworven. Het was de bedoeling dat zij in team met de betrokken magistraten en eventueel andere deskundigen zouden werken. De selectie van de kandidaten gebeurde door de procureur des Konings, de hoofdsecretaris van het parket en de magistraat die verantwoordelijk was voor de betrokken sectie.

Ces personnes doivent actualiser et préparer, en vue de leur suivi, les dossiers qui ont été délaissés en raison du manque de temps. Le procureur du Roi contrôle ces activités. Le niveau de ces juristes est très élevé. Le travail en équipe se passe en général assez bien, même si certains magistrats ne souhaitent pas faire appel à ces collaborateurs.

Les rapports annuels ont révélé que les intéressés s'interrogent toutefois quant aux possibilités d'avancement et que certains souhaitent accéder à des fonctions au sein de la magistrature, ce qui permettrait évidemment de rentabiliser encore davantage l'investissement dans la formation.

L'évaluation a également montré que les magistrats des parquets de police sont satisfaits du recours à ces collaborateurs, qui peuvent assumer une partie du travail répétitif inhérent au parquet de police.

Les référendaires destinés au tribunal de première instance de Bruxelles ont été recrutés à la suite d'un appel public aux candidats. Sur les 250 personnes qui ont posé leur candidature, on a finalement sélectionné treize personnes, dont un certain nombre d'avocats comptant déjà quelques années d'expérience.

Les candidats ont été sélectionnés par le président du tribunal, le greffier en chef et quelques vice-présidents.

Le président du tribunal avait au préalable un projet clair concernant la manière dont ces juristes seraient mis à contribution. Ils ont prêté assistance à un certain nombre de juges d'instruction, ils ont été désignés pour résoudre des problèmes spécifiques dans les chambres civiles ou ont travaillé pour différentes chambres correctionnelles. C'est toujours le président qui déterminait l'affectation des référendaires. Il n'y avait donc aucun risque qu'ils travaillent pour un magistrat déterminé ou prennent en charge une partie de son travail.

Le parquet d'Anvers a également recruté des juristes. Une première sélection a été effectuée par le Secrétariat permanent de recrutement. Le procureur général a ensuite eu un entretien avec les candidats en vue de sonder leur motivation. Ils ont été engagés sur la base d'un contrat décrivant leurs tâches avec précision. Par ailleurs, des accords clairs ont été conclus avec le procureur général et le procureur du Roi concernant les tâches.

Les intéressés ont été surtout affectés à la section économique et financière, où un arriéré considérable s'était accumulé.

Deze personen moesten dossiers die omwille van tijdsgebrek verwaarloosd waren, actualiseren en klaarmaken voor opvolging. De procureur des Konings oefende toezicht uit op deze werkzaamheden. Het niveau van deze juristen ligt zeer hoog .Het werken in teamverband verliep meestal vrij goed, al waren er ook magistaten die op deze medewerkers geen beroep wensten te doen.

Uit de jaarlijkse verslagen is gebleken dat de betrokkenen wel vragen hadden met betrekking tot loopbaanmogelijkheden en dat sommigen wensten over te gaan naar functies in de magistratuur. Dit laatste zou natuurlijk nuttig zijn omdat de investering in de opleiding dan verder vruchten zou dragen.

Uit de evaluatie volgde ook dat de magistraten van de politieparketten tevreden waren over de inschakeling van deze medewerkers die een deel van het repetitieve werk dat eigen is aan het politieparket , konden overnemen.

De referendarissen voor de rechtbank van eerste aanleg te Brussel werden aangeworven via een openbare oproep aan de kandidaten. Uit de 250 personen die zich kandidaat stelden werden uiteindelijk 13 personen geselecteerd, waaronder een aantal advocaten met reeds enige jaren ervaring.

De selectie gebeurde door de voorzitter van de rechtbank, de hoofdgriffier en enkele ondervoorzitters.

De voorzitter van de rechtbank had vooraf een duidelijk plan over de wijze waarop deze juristen zouden ingezet worden. Zij verleenden bijstand aan een aantal onderzoeksrechters, ze werden aangewezen voor het oplossen van specifieke problemen in de burgerlijke kamers of werkten voor verschillende correctionele kamers. De voorzitter bepaalde steeds waar de referendarissen zouden ingezet worden. Er was dus geen gevaar dat zij voor een bepaalde magistraat zouden gaan werken of een gedeelte van zijn werk zouden overnemen.

Ook het parket te Antwerpen heeft juristen aangeworven. Een eerste selectie gebeurde door het Vast Wervingssecretariaat. De procureur -generaal heeft vervolgens een gesprek gehad met de kandidaten om hun motivatie te toetsen. Zij werden aangeworven op basis van een contract dat een nauwkeurige taakschrijving bevatte. Tevens werden goede taakafspraken gemaakt met de procureur-generaal en de procureur des Konings.

De betrokkenen werden vooral in de financieel-economische sectie tewerkgesteld waar een grote achterstand was ontstaan.

M. Bourgeois demande si les magistrats de parquet et les référendaires appartiennent à l'ordre judiciaire, le *ministre de la Justice* répond par l'affirmative. Il font partir de l'ordre judiciaire au sens large, mais ils ne sont évidemment pas des magistrats.

En ce qui concerne les observations formulées à propos des fonctions de greffier et de secrétaire de parquet, le *ministre* indique qu'il est convaincu que ces fonctions doivent également être revalorisées. Il s'agit là d'une tâche urgente, à accomplir dès la prochaine législature. La loi du 17 février 1997 pourra servir de point de départ pour opérer cette revalorisation.

C. Répliques

M. Bourgeois propose que le ministre fasse également mesurer l'influence objective du recrutement de juristes de parquet et de référendaires sur l'avancement des procédures. Il demande au ministre de transmettre au Parlement une évaluation objective des effets de la mise en application de cette loi, et ce aussi rapidement que possible.

Le *ministre* répond qu'il peut s'engager sur ce point.

En vue d'éviter les difficultés et abus éventuels, *M. Duquesne* propose que l'on établisse des directives concernant le contenu des nouvelles fonctions. L'intervenant estime préférable que ces juristes ne soient pas attribués à un magistrat déterminé. Ils devraient former un pool, un service d'études doté d'une direction qui organise le travail. Les juristes de parquet et les référendaires peuvent former le service d'études du tribunal.

M. Landuyt partage ce point de vue. Les directives et une déontologie spécifique permettront d'éviter que les nouvelles fonctions soient mal exercées. Conformément au système proposé par cette commission, les juristes (référendaires ou juristes de parquet) ne prépareront donc pas des dossiers complets. Les juges d'instruction pourront faire appel à ces juristes pour examiner une matière spécialisée. Ces derniers pourront ainsi leur apporter une assistance intellectuelle nettement plus ciblée.

M. Barzin demande ce que recouvre la mission de «préparer le travail des magistrats» : cela va-t-il jusqu'à faire un avant-projet de jugement ou cela se limite-t-il, comme le souhaite l'intervenant, à des recherches juridiques ponctuelles, ce qui aurait aussi l'avantage d'une plus grande disponibilité. Estimerait-on souhaitable, si les référendaires et les juris-

Op de vraag van de heer Bourgeois of de parketjuristen en de referendarissen tot de rechterlijke orde behoren antwoordt de minister van justitie bevestigend. Zij behoren tot de rechtelijke macht *sensu lato*. Ze zijn uiteraard geen magistraten.

Met betrekking tot de opmerkingen die gemaakt werden over de functies van griffiers en parketsecretarissen deelt de minister mee dat hij er eveneens van overtuigd is dat deze ambten gerevaloriseerd dienen te worden. Dit is een dringende opdracht voor de volgende legislatuur. Hiertoe kan de wet van 17 februari 1997 als uitgangspunt dienen.

C. Replieken

De heer Bourgeois stelt voor dat de minister ook zou laten nagaan welke objectieve invloed de aanwerving van parketjuristen en referendarissen op de rechtsgang heeft. Hij vraagt dat de minister zo spoedig mogelijk een objectieve evaluatie van de toepassing van deze wet aan het Parlement zou overzenden.

De *minister* antwoordt dat hij zich op dit punt kan engageren.

Om eventuele moeilijkheden en misbruiken te vermijden, stelt de heer Duquesne voor dat er richtlijnen zouden uitgewerkt worden over de wijze waarop de nieuwe functies dienen ingevuld te worden. De spreker is van oordeel dat deze juristen beter niet aan een bepaalde magistraat toegewezen worden. Ze zouden een pool moeten vormen, een studiedienst met een eigen staf die het werk organiseert. De parketjuristen en referendarissen kunnen de studiedienst van de rechtbank vormen.

De heer Landuyt is het met deze zienswijze eens. Richtlijnen en een specifieke deontologie zullen vermijden dat de nieuw gecreëerde functies verkeerd worden ingevuld. In het systeem dat in deze commissie wordt voorgesteld zullen de juristen (referendarissen of parketjuristen) dus geen volledige dossiers voorbereiden. Onderzoeksrechters zullen op hen een beroep kunnen doen om een gespecialiseerde materie te onderzoeken. Op die manier kan de intellectuele bijstand veel gerichter verleend worden.

De heer Barzin vraagt wat de opdracht «het werk van de magistraten voorbereiden» inhoudt : gaat dat tot het opstellen van een voorontwerp van vonnis of is het, zoals de spreker wenst, beperkt tot gerichte juridische opzoeken, wat ook het voordeel van een grotere beschikbaarheid zou hebben ? Indien de referendarissen en de parketmagistraten zich niet

tes de parquet ont à traiter du fait en non seulement du droit, qu'ils assistent discrètement aux audiences? Pour sa part, l'intervenant estime que ce n'est pas souhaitable.

Le ministre répond par la négative. Ils devront rédiger des notes sporadiques sur des points de droit spécifiques sans s'occuper des faits qui sont à l'origine d'un litige.

Ils ne rédigeront donc pas non plus de projets de jugement ou d'arrêt. La manière dont ils devront s'acquitter de leurs missions sera précisée par voie de directive.

M. Landuyt demande si les juristes de parquet contractuels qui ont déjà été recrutés dans le cadre des projets pilotes menés à Anvers et à Bruxelles pourront garder leur emploi après l'entrée en vigueur de la loi.

Le ministre répond que ces agents contractuels pourront également participer au concours. Le cadre légal rendra désormais le recours à des agents contractuels superflu hormis pour les contrats de remplacement. Les contrats à durée déterminée conclus avec ces agents ne seront pas renouvelés à leur expiration, pour autant qu'un nombre suffisant de lauréats soit disponibles. Les intéressés seront dès lors systématiquement remplacés par des agents statutaires. Dans ce contexte, le cadre contractuel est voué à disparaître.

II. DISCUSSION DES ARTICLES ET VOTES

Article 1^{er}

Cet article ne donne lieu à aucune discussion et est adopté à l'unanimité.

Art. 2

M. Bourgeois constate qu'en vertu de cet article, le système peut être étendu aux cours du travail, aux tribunaux du travail, aux tribunaux de commerce et aux tribunaux de police. D'après le commentaire de cet article, cette extension ne pourra être réalisée qu'après qu'il aura été procédé à une évaluation approfondie.

Le membre insiste une fois de plus pour que cette évaluation soit générale et objective. Cette loi ne devrait pas seulement diminuer la charge de travail des magistrats, mais également améliorer la procédure et, de manière générale, la qualité du service au justiciable.

alleen zouden bezighouden met het recht maar ook met het feit zou men het dan wenselijk achten dat ze discreet de terechtzittingen bijwonen ? De spreker is van mening dat zulks niet wenselijk is.

De minister antwoordt ontkennend. Ze zullen punctuele nota's moeten opstellen over specifieke rechtsvragen en zich niet met de feiten die aan de basis van een geschil liggen, bezighouden.

Ze zullen dus ook geen ontwerpen van vonnissen of arresten maken. De juiste invulling van hun taken zal aan de hand van richtlijnen worden verduidelijkt.

De heer Landuyt vraagt of de contractuele parketjuristen die reeds in functie zijn voor de proefprojecten in Antwerpen en Brussel, hun betrekking kunnen behouden na de inwerkingtreding van de wet.

De minister antwoordt dat deze contractuele personeelsleden ook aan het examen kunnen deelnemen. Het wettelijk systeem maakt voortaan het beroep op contractuelen overbodig behoudens voor vervangcontracten. De contracten van bepaalde duur die met deze personeelsleden werden afgesloten zullen, voor zover voldoende laureaten beschikbaar zijn, na afloop niet verlengd worden. De betrokkenen zullen dan ook systematisch vervangen worden door statutaire personeelsleden. In die zin is het contractueel kader uitdovend.

II ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING EN STEMMINGEN

Artikel 1

Dit artikel geeft geen aanleiding tot besprekking en wordt eenparig aangenomen

Art. 2

De heer Bourgeois stelt vast dat het systeem volgens dit artikel kan uitgebreid worden tot de arbeishoven, de arbeidsrechtbanken , rechtbanken van koophandel en politierechtbanken. Volgens de toelichting bij dit artikel kan die uitbreiding alleen doorgevoerd worden na een grondige evaluatie.

Het lid pleit er nogmaals voor dat die evaluatie op algemene en objectieve wijze zou doorgevoerd worden. Deze wet zou niet alleen de werklast moeten verminderen, ook de procesgang moet verbeterd worden en de kwaliteit van de dienstverlening aan de rechtzoekende in het algemeen .

Le ministre répond que l'évaluation aura lieu et qu'il sera procédé aux aménagements qui s'imposent. Le parlement sera associé à cette procédure.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 3

En réponse à la question de *M. Barzin* au sujet de la manière dont il sera procédé aux recrutements, *le ministre* précise que ce sera la commission de nomination et de désignation du Conseil supérieur de la Justice qui sera chargée de procéder à la sélection.

Les juristes de parquet et les référendaires seront sélectionnés sur la base d'un concours commun. Les lauréats pourront exprimer leur préférence pour l'une ou l'autre fonction. Il en sera tenu compte dans la mesure du possible.

Les candidats auront tous la même formation de base, c'est-à-dire qu'il seront au moins titulaires d'un diplôme de licencié en droit. Le concours requiert un niveau de connaissances générales et l'objectif n'est donc pas de demander aux candidats de posséder dès le départ une certaine spécialisation. Ils acquerront cette expérience dans la fonction à laquelle ils auront été désignés et dont le contenu sera fixé en fonction des besoins du service. Il renvoie également au dispositif de l'article 4, qui vise à insérer dans le Code judiciaire un article 206bis, libellé comme suit:

«Art. 206ter. — Les référendaires et les juristes de parquet sont nommés par le Roi. Ils sont nommés par ressort de cour d'appel. Ils sont désignés par le ministre de la Justice en vue d'exercer leurs fonctions selon les nécessités du service auprès de la cour d'appel, d'un tribunal de première instance ou d'un parquet du procureur du Roi situé dans ce ressort. Une mission spécifique leur sera attribuée, selon les cas, par le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal, et ce après avis de l'assemblée générale concernée, ou par le procureur du Roi (...)»

En fonction de la désignation, les lauréats de l'examen seront nommés en qualité de référendaire ou de juriste de parquet.

Le ministre rappelle que les greffiers et les secrétaires de parquet sont, eux aussi, recrutés sur la base du même examen. Ils sont ensuite nommés dans l'une ou dans l'autre fonction, selon les vacances qui se présentent.

De minister antwoordt dat de evaluatie zal uitgevoerd worden en dat er zo nodig aanpassingen zullen gebeuren. Het parlement zal daarbij betrokken worden.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 3

Op de vraag van *de heer Barzin* hoe de aanwerving zal verlopen antwoordt *de minister* dat de benoemings- en aanwervingscommissie van de Hoge Raad voor de selectie zal instaan.

De parketjuristen en referendarissen zullen samen op basis van hetzelfde examen geselecteerd worden. De geslaagden zullen dan hun voorkeur voor de ene of de andere functie kunnen mededelen. Daar zal in de mate van het mogelijke rekening mee worden gehouden .

De kandidaten hebben allemaal dezelfde basisvorming , minstens een diploma van licentiaat in de rechten. Het examen vereist een algemeen kennisniveau en het is dus niet de bedoeling dat de kandidaten reeds van in het begin een zekere specialisatie hebben. Zij zullen die verwerven in de functie waarvoor ze aangewezen worden en die zal bepaald worden volgens de behoeften van de dienst. Hij verwijst ook naar het dispositief van artikel 4 dat een artikel 206bis in het Gerechtelijk Wetboek invoegt luidend als volgt :

«Art. 206ter. — De referendarissen en de parketjuristen worden door de Koning benoemd. Zij worden benoemd per rechtsgebied van een hof van beroep. Zij worden door de minister van Justitie aangewezen om hun ambt volgens de behoeften van de dienst uit te oefenen in het hof van beroep, in een rechtbank van eerste aanleg of op een parket van de procureur des Konings gelegen binnen dit rechtsgebied. Een specifieke opdracht wordt hun toegezeggen, al naargelang van het geval, door de eerste voorzitter van het hof van beroep of de voorzitter van de rechtbank, na advies van de betrokken algemene vergadering, of door de procureur des Konings (...)»

Naargelang van de aanwijzing zullen de laureaten van het examen benoemd worden als referendaris of parketjurist.

De minister herinnert eraan dat de griffiers en de parketsecretarissen ook op basis van hetzelfde examen gerecruiteerd worden. Naargelang van de vacatures worden zij in de ene dan wel in de andere functie benoemd.

M. Barzin demande si le lauréat nommé en qualité de juriste de parquet conserve la possibilité d'être nommé à un poste de référendaire.

Le ministre répond par l'affirmative.

L'article est adopté à l'unanimité.

Art. 4

M. Barzin demande si les années de carrière accomplies en qualité de juriste de parquet ou de référendaire seraient prises en considération pour le calcul de l'ancienneté en qualité de magistrat, au cas où un membre du personnel passerait à la magistrature;

Le ministre répond qu'il en sera effectivement ainsi et renvoie au régime appliqué aux avocats passant à la magistrature.

L'article est adopté à l'unanimité.

Les articles 5 à 28 sont successivement adoptés à l'unanimité.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité.

Les rapporteurs,

L. WILLEMS
R. LANDUYT

Le président,

M. VERWILGHEN

De heer Barzin vraagt of de laureaat die als parketjurist benoemd werd nog kan overstappen naar een functie van referendaris.

De minister antwoordt bevestigend.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

Art. 4

De heer Barzin vraagt of de loopbaanjaren van parketjurist of referendaris in aanmerking worden genomen voor de berekening van de ancénniteit als magistraat, in het geval een personeelslid naar die carrière zou overstappen.

De minister antwoordt dat zulks inderdaad het geval zal zijn. Hij verwijst naar de regeling die geldt voor de advocaten die naar de magistratuur overstappen.

Het artikel wordt eenparig aangenomen.

De artikelen 5 tot 28 worden achtereenvolgens en eenparig aangenomen.

Het gehele wetsontwerp wordt eenparig aangenomen.

De rapporteurs,

L. WILLEMS
R. LANDUYT

De voorzitter,

M. VERWILGHEN